

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

ARRETE
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
DB

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU Le Titre I du livre V du Code de l'Environnement ;
 - VU le Décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
 - VU le Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 ;
 - VU le Décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
 - VU le Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 - VU l'arrêté ministériel du 13 juin 1994 modifié le 1^{er} juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages avicoles de plus de 20 000 animaux-équivalents soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 de la nomenclature ;
 - VU l'Arrêté ministériel du 6 mars 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
 - VU l'Arrêté préfectoral du 20 juillet 2001 modifié le 1^{er} août 2002 établissant les programmes d'action à mettre en œuvre pour la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole ;
 - VU le récépissé de déclaration du 25 juillet 1980 permettant à M. Ange-Pierre CONNAN d'exploiter à ST THELO au lieu-dit « La Petite Jaunaie » (section ZM n° 55) un élevage avicole de 12000 poules reproductrices (soit 12000 animaux-équivalents) ;
 - VU l'arrêté préfectoral du 5 janvier 1989 autorisant l'EARL LA PETITE JAUNAIE à exploiter à ST THELO au lieu-dit « La Petite Jaunaie » (section ZM n° 57) un élevage avicole de 50000 poulets de chair (soit 50000 animaux-équivalents) ;
 - VU la demande présentée par l'EARL LA PETITE JAUNAIE sise à ST THELO au lieu-dit « La Petite Jaunaie » en vue de la régularisation de la restructuration de l'élevage déclaré et autorisé qui comprend actuellement 800 poules pondeuses et 57200 poulets de chair (soit 66000 animaux-équivalents), installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
 - VU les plans et documents annexés à cette demande ;
 - VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
 - VU les délibérations des conseils municipaux de GRACE-UZEL (5 septembre 2002), MERLEAC (24 septembre 2002), ST CARADEC (16 septembre 2002), ST GUEN (4 juillet 2002), TREVE (12 septembre 2002), PLOUGUERNEVEL (2 septembre 2002) ;
 - VU les avis émis par les différents services lors de la procédure d'autorisation ;
 - VU les rapports de M. l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 15 mars 2004 et du 3 mai 2004 ;
 - VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène le 23 avril 2004 ;
- CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'Environnement, notamment l'article L 512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif pour l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne seront pas supérieurs aux besoins des plantes ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- **ARRETE** -

ARTICLE 1 :

1.1. - L'EARL DE LA PETITE JAUNAIE sise à SAINT THELO au lieu dit " La Petite Jaunaie " est autorisée à exploiter à cette adresse (section ZM n°: 55 et 67), conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole de 66 000 animaux-équivalents en présence simultanée répartis comme suit : 57 200 poulets de chair et 8 800 poules pondeuses, sous réserve que la rotation des productions permette de limiter la production d'azote à 13 420 kg par an.

1.2. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions réglementaires ainsi que celles définies ci-après.

ARTICLE 2 - Prescriptions particulières

2.1. Aménagement des bâtiments :

2.1.1. - La surface totale des poulaillers ne devra pas dépasser 3 200 m².

2.1.2. - Toutes les eaux usées (sas, etc ...) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit

2.2. Conditions de stockage au champ.

2.2.1.- Le stockage au champ doit respecter les règles de distance prévues vis à vis des points d'eau et des habitations. Il est exclu sur des parcelles où l'épandage est interdit ainsi que dans les zones inondables y compris par la remontée de la nappe phréatique, pendant les périodes de forte pluviosité et dans les zones d'infiltration préférentielle (failles, bétaires).

2.2.2. - Les zones de stockage doivent être proches des parcelles qui recevront le fumier et leurs emplacements modifiés chaque année. Le retour sur le même emplacement ne devant intervenir que dans un délai de trois ans.

2.2.3. - Le volume du dépôt est adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices.

2.2.4. - La durée de ce stockage ne doit pas dépasser 10 mois.

2.3. Mise aux normes de la gestion des déjections.

Le pétitionnaire devra, avant le 30 juin 2004 en application de l'arrêté préfectoral du 1er août 2001, déposer un dossier comprenant soit une diminution de ses effectifs soit une mise aux normes de la gestion des déjections respectant les mesures de résorptions imposées.

2.4. - Sécurité :

2.4.1. - Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2.4.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.4.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.4.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.4.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

2.5. - Résorption.

La diminution de l'effectif de poules pondeuses induit une diminution de la quantité d'azote produite sur l'exploitation de 1 440 unités qui devront être prises en compte dans le calcul de la résorption.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de ST THELO pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'EARL LA PETITE JAUNAIE.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'EARL LA PETITE JAUNAIE dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

1.1. - Le présent arrêté abroge le récépissé de déclaration 25 juillet 1980 et l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 janvier 1989 susvisés

ARTICLE 8 -

Délai et voie de recours ((L 514.6 du Code de l'Environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Maire de SAINT-THELO,

L'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à l'EARL LA PETITE JAUNAIE pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de GRACE-UZEL, MERLEAC, ST CARADEC, ST GUEN, TREVE, PLOUGUERNEVEL, GOUAREC, LE QUILLIO, ST HERVE, pour information.

SAINT-BRIEUC, le 17 JUN 2004
LE PREFET,

Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,


Jacques MICHELOT